

VALLS : "L'ISLAMISME, VOILÀ L'ENNEMI"

Pour l'ancien Premier ministre, « nous sommes aujourd'hui dans une situation grave où, lorsqu'on défend les lois et les valeurs de la République, on se trouve traité de "laïc" ou "d'islamophobe" ».

PROPOS RECUEILLIS PAR JUDITH WAINTRAUB

Le Figaro - **Votre position sur la laïcité vous a-t-elle handicapé pendant votre campagne pour les législatives dans l'Essonne ?**

Manuel Valls - « Ma » position est celle que tous les républicains devraient avoir : la neutralité de l'Etat, la séparation stricte entre le spirituel et le temporel, le refus de toute emprise de la religion sur la société, l'égalité entre l'homme et la femme. C'est cela, la France ! C'est le fruit de longs débats, de combats difficiles, de notre histoire. Je ne comprends pas ce que veulent dire ceux qui prônent une laïcité « apaisée ». La laïcité n'a pas besoin qu'on lui accole un adjectif. Nous sommes aujourd'hui dans une situation grave où, quand on défend les lois et les valeurs de la République, on se trouve traité de « laïc », c'est-à-dire de ringard, puis « d'islamophobe », voire de raciste. Lors des élections législatives, on a voulu se faire « Valls, l'ennemi des musulmans » parce que Valls, comme tant d'autres, défendait les lois de la République. Au-delà de mon cas personnel, on voit bien qu'une frontière a été franchie, avec la complicité d'une partie de la gauche.

Vous vous étiez déjà opposé à Benoît Hamon sur le prosélytisme islamiste dans les quartiers, et c'est lui qui a gagné la primaire. Le PS est-il devenu communautariste ?

Attention aux mots : mon sujet, c'est l'islamisme, c'est-à-dire une perversion de l'islam. L'islamisme, voilà l'ennemi ! Pas l'islam en soi, qui a toute sa place en France, même s'il doit bien évidemment regarder en face le mal extrémiste, le mal salafiste, l'islam politique qui le ronge de l'intérieur, pour le combattre sans ambiguïté. Car, malheureusement, l'islamisme fait partie de l'islam, comme l'a écrit si justement cet été Riss (directeur de la publication de *Charlie Hebdo*). Le Parti socialiste a toujours souffert d'une incapacité à mettre des mots sur la réalité, par peur de fâcher, de s'aliéner une prétendue « communauté ». La France n'est ni une addition de communautés, ni une mosaïque multiculturelle.

C'est pourtant cette vision que le géopolitologue Pascal Boniface a conseillé au PS de défendre, bien avant que la fondation Terra Nova le fasse...

Pascal Boniface, dont les dérives sont connues - il s'est affiché dans le passé au côté d'individus comme Alain Soral - raisonnait en parts de marché électorales. Il conseillait de flatter un soi-disant « électorat musulman », bien plus « rentable » qu'un soi-disant « électorat juif ». Quand un parti tombe dans une telle impasse, quand il renonce à s'adresser à l'ensemble des citoyens, il finit par faire 6,5 % à l'élection présidentielle. Le problème de la gauche, c'est qu'elle n'a pas pensé le monde de l'après-11 septembre 2001, ni la question identitaire.

Comment situez-vous La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon sur ces questions ?

Là, nous ne sommes plus dans les ambiguïtés ! Quand le député Adrien Quatennens dit : « *Je ne sais pas au nom de quoi les djihadistes tuent* », que sa collègue Danièle Obono, si proche du Parti des indigènes de la République (PIR), si éloignée de l'esprit *Charlie*, atteint un tel niveau de déni et de relativisme, comme la semaine dernière encore à l'Assemblée, en mettant sur le même plan des écrits violents de l'Ancien Testament et des prêches d'imams radicalisés, on est dans la complaisance coupable. Ce n'est pas au nom de l'Ancien Testament qu'on tue aujourd'hui en France et ailleurs, c'est au nom de cet islam radical ! Ces discours de La France insoumise sont une attaque en règle contre notre modèle républicain. C'est pourquoi je parle d'islamogauchisme ! C'est bien beau de se retrouver place de la République, d'arborer son écharpe tricolore, de s'ériger en donneur de leçons mais, derrière La France insoumise, derrière ces effets de tribune, il y a un discours populiste qui, souvent, met en cause la légitimité démocratique. J'y vois une nostalgie des ligueurs, de ceux qui croient que la colère, la violence, la rue doivent prendre le pas sur les choix souverains du peuple. Moi, je n'ai aucun état d'âme à me soumettre au choix démocratique des Français. Ce n'est pas le cas de Jean-Luc Mélenchon et de ses amis qui, parce que le résultat des urnes ne leur convient pas, cherchent sans cesse un troisième, un quatrième, un énième tour, à grand renfort de mensonges et de calomnies. Ils parlent même de coup d'Etat à propos des ordonnances sur la réforme du travail !

Vous avez reproché à Emmanuel Macron d'avoir déclaré, quand il était encore ministre de l'Economie, que la France avait une « part de responsabilité » dans le terrorisme. Que pensez-vous du discours qu'il tient aujourd'hui sur le sujet ?

Je crois le président de la République conscient aujourd'hui des enjeux. En revanche, j'ai entendu le ministre de l'Intérieur nous affirmer que l'exclusion, le chômage dans les quartiers expliquent l'islamisme et sa dérive extrême, qui est le terrorisme. Ce n'est pas mon analyse. Bien sûr, il y a un terreau. Mais expliquer, justifier, excuser, c'est particulièrement dangereux. C'est oublier que nous sommes face à une idéologie totalitaire, l'islamisme, qui va du salafisme aux Frères musulmans, qui se bat pour imposer sa vision du monde quel que soit l'état de nos sociétés, qui porte la haine de l'Occident et des valeurs de l'Europe des Lumières. C'est pour cela que c'est le plus grand défi de ce début de siècle.

Quel rôle la presse joue-t-elle face à ce défi ?

Quand, Premier ministre, j'ai dit à propos du terrorisme islamiste qu'« *expliquer, c'est déjà commencer à excuser* », j'ai été la cible d'une déferlante médiatique, universitaire, intellectuelle... Qu'avais-je osé dire !!! Je visais simplement ceux qui, à longueur d'articles, de tribunes et sur les

Intervista a Manuel Valls - Valls: "L'islamismo, ecco il nemico"

plateaux de télévision, s'évertuaient à trouver des circonstances atténuantes aux djihadistes. Qui affirmaient que, si les terroristes tuaient à l'arme automatique dans les rues de Paris, c'était bien évidemment pour réparer une injustice sociale dont ils étaient soit les victimes, soit les ayants droit. Ce discours insupportable, qui veut faire des musulmans les « damnés de la terre », est relayé par le Bondy Blog, par des tribunes publiées dans *Libération*. Il a encore été celui d'Edwy Plenel, récemment, sur le plateau de Thierry Ardisson. Pour le cofondateur de Mediapart, notre pays est coupable et sa « jeunesse » mène un combat que l'on peut comprendre. Au passage, il est pour le ← → moins paradoxal qu'Edwy Plenel semble désigner tous les jeunes de nos quartiers populaires comme des terroristes en puissance, alors qu'il prétend les défendre ! En somme, cette jeunesse se vengera, et nous n'aurions que ce que nous méritons. Cette justification permanente du terrorisme islamiste, cette complaisance affichée, c'est purement et simplement une haine de la France.

Dans nos institutions, le gardien de la laïcité, c'est l'Observatoire du même nom, dirigé par Jean-Louis Bianco depuis 2013. Pensez-vous toujours qu'il trahit sa mission ?

Le « gardien de la laïcité », c'est le président de la République, qui applique la Constitution et les lois de la République, de la loi de 1905 à celles de 2004 et 2010 interdisant les signes religieux ostentatoires à l'école et le voile intégral dans l'espace public. L'Observatoire de la laïcité devrait être une vigie. J'ai combattu ses prises de position car il est devenu une porte ouverte à toutes les dérives, notamment communautaristes. Contrairement à Jean-Louis Bianco, je pense qu'il y a un problème aujourd'hui avec la laïcité, qu'elle est remise en cause de toutes parts. Le rôle des pouvoirs publics est de parler fort et d'agir concrètement, de refuser les petits arrangements ou accommodements avec l'esprit du temps, voire des compromissions avec des associations comme le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) qui met en cause profondément les valeurs de la République.

De quelle manière ?

Le CCIF cherche à imposer une victimologie dans laquelle les musulmans seraient victimes d'un Etat français raciste. Ses prises de position, qui remettent en cause les valeurs de la République, doivent être combattues sur le terrain culturel et politique, d'autant que le CCIF a soutenu des candidats aux législatives, à Sarcelles par exemple.

Le mouvement Boycott désinvestissement sanctions (BDS)

anti-israélien continue à sévir, relayé par des élus, bien que la Cour de cassation ait interdit l'appel de fait au boycott d'Israël. Pourquoi cette impunité ?

Bonne question ! La critique du gouvernement israélien est légitime, mais le mouvement BDS appelle de fait à la négation d'Israël. J'ai sans doute été le premier responsable politique à dire que l'antisionisme était un nouvel antisémitisme. J'ai d'ailleurs tout particulièrement apprécié qu'au moment de la commémoration de la rafle du Vél d'Hiv, le président de la République reprenne ces propos devant le Premier ministre israélien. Nous avons sous-estimé la montée de l'antisémitisme. Je me rappelle avoir dû réagir dès 2001 parce qu'à Evry, des fidèles de la toute petite synagogue étaient caillassés par des gamins. C'est à cette période qu'on a commencé à entendre dans les écoles des enfants désigner « le juif » comme leur ennemi. Puis il y a eu l'assassinat atroce d'Ilan Halimi, l'antisémitisme « libéré » de Dieudonné, que j'ai combattu un peu seul, le massacre de l'école Ozar Hatorah à Toulouse en mars 2012. Le silence de la communauté nationale a été assourdissant. Il a fallu attendre les attentats de janvier 2015 pour qu'une réelle prise de conscience s'opère, alors que, quelques mois avant, pour la première fois depuis la Libération, on avait crié « mort aux juifs » dans les rues de Paris à l'occasion d'une manifestation de soutien au peuple palestinien. Les pouvoirs publics doivent s'engager totalement dans ce combat contre le nouvel antisémitisme.

Que pensez-vous de ce « nouveau féminisme » qui défend le droit de porter le voile comme une liberté de la femme ?

Le féminisme est gangrené par cette dérive. Elisabeth Badinter, Caroline Fourest et Céline Pina l'ont dit bien mieux que moi : derrière une propagande savamment orchestrée, faussement moderne, c'est l'islam politique dans sa composante la plus rétrograde qui est à l'œuvre. Quand des femmes courent les plateaux de télé pour vous dire que « le voile libère », que « le burkini, c'est un choix », elles se font les porte-parole - volontaires souvent, involontaires parfois - d'un contre-modèle de société fondé sur le machisme. Et il y en a toujours à gauche pour emboîter le pas, dans la presse que j'ai déjà citée - la liste des signataires de la pétition pour défendre l'association Lalab dans *Libération* était édifiante... Pour se faire les avocats de l'enfermement de la femme au nom de sa liberté. Pour moi, être républicain, être de gauche, c'est être pour un féminisme conquérant en France et partout dans le monde.

■ PROPOS RECUELLIS PAR JUDITH WAINTRAUB